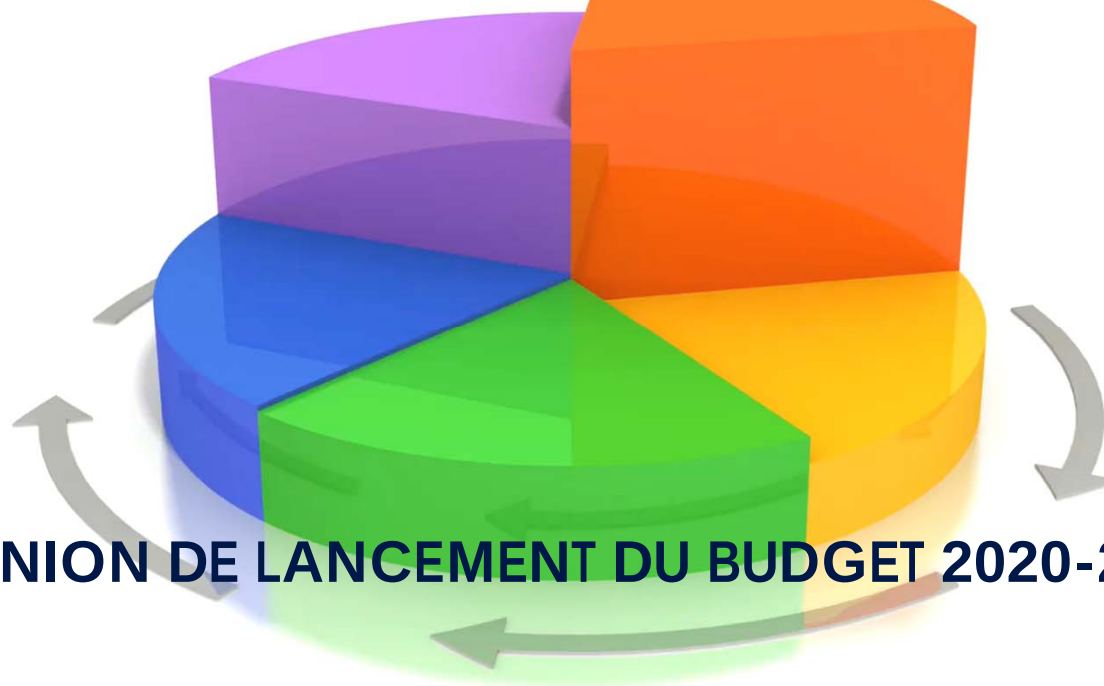




MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



REUNION DE LANCEMENT DU BUDGET 2020-2021

Contexte général du prochain budget

Nécessité de pour le pays de disposer d'un budget adopté avant la période de son application (au plus tard le 30 septembre 2020- principe d'antériorité budgétaire)

Nécessité d'accomplir le repère structurel du SMP selon lequel le budget 2020-2021 doit être adopté et publié avant le 1^{er} octobre 2020;

Mise en application progressive de la loi du 4 mai 2016 remplaçant le décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des lois de finances, notamment la mise en place du budget programmes, conformément aux dispositions transitoires, vu le délai et les pré-requis nécessaires à la mise en application complète de ladite loi

- Extension de l'expérience pilote en matière de budget-programme avec un minimum de 5 nouveaux Ministères

Contexte macroéconomique du prochain budget

prévisions macroéconomiques pour 2020 et 2021 dominées par les effets de la crise du COVID-19 sur l'économie

- Contraction prévue de l'économie à -3,6% en 2019-2020
- **Inflation continue à deux chiffres autour** de 22,6% en moyenne annuelle et 24% **en glissement annuel**;
- variations importantes du taux de change de l'ordre de 1.7%, 3.1% et 3.4% respectivement en février, mars et avril 2020, avant d'atteindre le niveau de 116.72 gourdes pour un dollar américain au 24 juin 2020

Contexte macroéconomique du prochain budget

prévisions macroéconomiques pour 2020 et 2021 dominées par les effets de la crise du COVID-19 sur l'économie

- Baisse continue des exportations;
- Baisse considérable des ressources domestiques (recettes pétrolières résultant du non ajustement des prix à la pompe);
- Raréfaction des ressources externes importantes, notamment les appuis budgétaires en dépit des efforts du Gouvernement (négociation avec le FMI, avancement dans les réformes structurelles);
- Nécessité de mettre à contribution les organismes autonomes à caractère industriel et commercial en vue d'accroître les ressources de l'Etat;

Engagements pris par l'Etat Haitien impactant le budget 2020-2021

Engagement du Gouvernement à travers un programme de référence avec le FMI dénommé Staff Monitored Programm (SMP) visant, entre autres, à renforcer la mobilisation des recettes intérieures, à rationaliser les dépenses et à améliorer la gestion des finances publiques.

Renforcement de la transparence au niveau des prévisions budgétaires

- Le budget 2019-2020 a comme mérite d'être plus transparent et plus exhaustif que les précédents en retraçant l'ensemble des engagements financiers de l'Etat (*subventions à l'Electricité d'Haïti et des produits pétroliers*). *Cet acquis devra être maintenu, sinon renforcé dans le cadre du budget 2020-2021*

Engagements pris par l'Etat Haitien impactant le

Certains engagements pris pour adresser des problèmes au niveau des entités administratives devront être annualisés.

- Provisions budgétaires pour la prise en charge de plus de 10 000 enseignants et personnel administratif du MENFP pour les trois (3) mois restant sur l'exercice 2019-2020.- à annualiser
- versement de 7 mois d'appointement à la 30^è promotion de la PNH et paiement des arriérés de salaire de la 29^{ème} promotion
- Plan de préparation et de réponse à COVID 19 pris en charge partiellement dans le budget 2019-2020
- Arriérés de salaires envers le personnel du MSPP

Des réflexions doivent être envisagées en vue d'aligner les salaires de la fonction publique au niveau du salaire minimum

Engagements pris par l'Etat Haitien impactant le budget 2020-2021

Arriérés de salaires envers le personnel du MSPP

Prise en charge des Missions diplomatiques dans le contexte de la détérioration du taux de change

Finalisation des travaux de quelques chantiers à l'arret (Hopital SIMBI CONTINENTAL, Marché Fontamara etc...)

Service de la dette,. Reports de certains arriérés

Financement des élections

Financement du Programme National de Protection et de promotion Sociales

PERSPECTIVES

Les préoccupations sectorielles non adressées à travers le présent budget feront l'objet d'analyse plus approfondie dans le cadre du prochain budget

Les secteurs sont donc invités à élaborer leurs propositions de dépenses dans les meilleurs délais en vue de leur soumission aux Ministères de l'Economie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe une fois reçu la lettre de cadrage du Premier Ministre

CONCLUSION



MERCI DE VOTRE ATTENTION!!!

BON TRAVAIL A TOUS ET A TOUTES